

PRENEZ EN COMPTE LES ENJEUX DE GENRE

ET DE DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET

REPRODUCTIFS DANS VOTRE CAMPAGNE

ÉLECTORALE EUROPÉENNE !



le planning
familial



Les élections européennes de 2024 vont prendre place dans un contexte tendu, teinté de la montée des populismes et des mouvements anti-choix qui militent pour une remise en cause de l'égalité de genre et des droits humains fondamentaux. L'Union européenne (UE) est confrontée à de nombreux défis dans la défense de ses valeurs fondamentales. Parmi ces défis, la pandémie de Covid, la guerre en Ukraine et la crise climatique ont créé une incertitude sans précédent quant à notre avenir commun et ont accru les inégalités existantes, en particulier pour les femmes et les filles ainsi que les personnes LGBTQIA+.

Si des victoires sont à célébrer avec la ratification par l'UE de la Convention d'Istanbul ou encore l'adoption du rapport Matić permettant une meilleure prise en compte des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR), les dynamiques actuelles vont encore évoluer avec les élections nationales dans plusieurs pays européens tels qu'en Pologne, Espagne, Belgique, Grèce, Luxembourg ou encore Slovaquie.

Alors que l'égalité entre les femmes et les hommes et le principe de non-discrimination font parties des valeurs de l'UE et sont inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, aujourd'hui aucun État membre de l'Union européenne ne peut prétendre avoir atteint l'égalité de genre dans les différents domaines. A l'inverse, nous constatons même régulièrement que les droits et santé sexuels et reproductifs sont menacés, attaqués et questionnés.

Les prochaines élections européennes vont donc avoir un impact majeur sur le futur de l'Union Européenne. A travers la réalisation de leurs programmes, les partis politiques doivent jouer un rôle majeur en portant une politique féministe intersectionnelle et en garantissant des valeurs démocratiques européennes face aux violences, au sexisme, aux discriminations et inégalités perdurantes. **Le Planning Familial s'engage donc dans ces élections européennes à travers ce manifeste.**

POUR UNE EUROPE FÉMINISTE, SOLIDAIRE ET INCLUSIVE PORTANT L'ÉGALITÉ DE GENRE ET L'ACCÈS AUX DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS AU COEUR DE SES ACTIONS

Les droits et santé sexuels et reproductifs, pierre angulaire des enjeux de droits humains fondamentaux, d'égalité, de santé mondiale et d'émancipation doivent ainsi être au cœur de vos programmes.

L'accès à l'avortement tout comme l'éducation complète à la sexualité (ECS) sont parmi les composantes des DSSR qui sont très largement menacées en Europe: les législations varient considérablement entre les Etats membres comme on le constate avec les nouvelles lois restrictives en Pologne ou en Hongrie, l'arrivée à la tête de l'Italie d'une femme anti-avortement ou encore des pénuries généralisées de pilule abortive en France.

L'UE doit placer les droits des femmes et des minorité-e-s de genre, l'égalité des genres, la santé et les droits sexuels et reproductifs et la justice sociale au cœur de ses politiques - en adoptant une approche féministe intersectionnelle, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, afin de garantir que les besoins des personnes dans toute leur diversité soient pris en compte.



NOUS EXIGEONS QUE LES PARTIS POLITIQUES S'ENGAGENT DANS LEUR PROGRAMME POLITIQUE À :

- Promouvoir des droits sexuels et reproductifs universels, indivisibles et imprescriptibles.
- Inscrire les DSSR comme droits humains fondamentaux dans la Charte Européenne des droits fondamentaux, condition préalable à l'égalité de genre et ainsi permettre à toutes et tous de vivre librement et en toute autonomie, une sexualité épanouie et responsable, d'assurer un accès sûr et légal aux services d'avortement.
- Surveiller dans tous les pays européens le principe, la mise en oeuvre des droits des femmes et des minorité-e-s de genre, de leur liberté à disposer de leur corps, du droit à l'avortement et à la santé sexuelle comme partie intégrante des droits fondamentaux.
- Soutenir l'adoption et la mise en oeuvre adéquate d'une politique étrangère féministe intersectionnelle de l'UE.
- S'assurer que les croisements de différents enjeux tels que la crise sanitaire, le changement climatique, les migrations, les conflits sont bien considérés comme un ensemble de violences qui impacte de manière disproportionnée les femmes et les minorité-e-s de genre.

POUR UNE EUROPE QUI S'ENGAGE ACTIVEMENT CONTRE L'ENSEMBLE DES VIOLENCES SEXUELLES ET BASÉES SUR LE GENRE (VSBG)

Malgré son engagement à mettre fin aux violences sexuelles et basées sur le genre, l'UE a encore un long chemin à parcourir. Les violences sexuelles et sexistes restent très répandues dans l'UE et dans le monde, et ont augmenté au cours de la COVID-19. Les droits sexuels et reproductifs sont une composante indéniable de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, depuis la prévention jusqu'à la fourniture aux victimes des soins dont elles ont besoin.

L'UE doit continuer à porter une voix progressiste en empêchant tout retour en arrière de la part des mouvements anti-choix, conservateurs ou d'extrême droite. Une attention particulière est nécessaire envers les femmes, les personnes LGBTQIA+ ou encore les personnes migrantes.



NOUS EXIGEONS QUE LES PARTIS POLITIQUES S'ENGAGENT DANS LEUR PROGRAMME POLITIQUE À :

- **Faire pression pour la ratification et la mise en œuvre complète de la Convention d'Istanbul** par l'UE et tous les États membres.
- **Prévenir et combattre toutes les formes de VSBG**, adopter et mettre en œuvre des politiques européennes efficaces à cet égard, y compris la directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence intrafamiliale.
- **Développer des stratégies visant à promouvoir une ECS** qui remettent en question les normes de genre néfastes, favorise le développement de relations respectueuses et lutte contre les stéréotypes sexistes, afin de constituer une mesure préventive clé.
- **Promouvoir une harmonisation des définitions liées aux VSBG dans l'ensemble de l'UE**, en particulier celle du viol en tant qu'absence de consentement, les violences gynécologiques et obstétricales afin de les reconnaître comme des formes de violence liée au genre.
- **Garantir l'accès aux services de soutien essentiels pour les victimes de violences sexuelles**, y compris les services de santé sexuelle et reproductive. Une attention particulière doit être faite pour les personnes en exil ou pour les personnes victimes de violences en temps de guerre.

POUR UNE EUROPE DE L'ÉDUCATION ET DE LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS, AU COEUR DU PROJET EUROPÉEN

Comme le rappelle la Charte sociale européenne et la Convention de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, **les Etats doivent faire en sorte que les enfants reçoivent des informations tout au long de leur scolarité** afin de se protéger mais également de s'émanciper, s'autonomiser et connaître les droits associés à la disposition de son corps. L'éducation doit être au cœur des priorités de l'action de l'UE.

De même, **la crise COVID a démontré qu'une Europe de la santé est possible et souhaitable avec la garantie de l'accès à la santé et plus précisément des DSSR**, à des services et produits de santé sexuelle et reproductive de qualité, à la disponibilité, à la facilité d'accès des services mais également au renforcement et à la mise aux normes des structures de santé, pour toutes et tous, sans distinction de genre, sexualité ou situation économique, sociale et administrative.



NOUS EXIGEONS QUE LES PARTIS POLITIQUES S'ENGAGENT DANS LEUR PROGRAMME POLITIQUE À :

- **Inscrire la reconnaissance de l'éducation complète à la sexualité (ECS) comme un droit humain fondamental.**
- **S'assurer de la mise en œuvre effective de l'ECS** dans l'ensemble

de l'UE en mettant en place des mécanismes de suivi conformes aux recommandations de l'OMS et en conformité avec les engagements internationaux pris par les États membres de l'UE.

- **Promouvoir une harmonisation du contenu de l'ECS** au niveau européen à travers des standards minimum.
- **Plébisciter la mise en place de financements perrenns alloués chaque année** par le Parlement européen pour soutenir les projets et programmes liés à l'ECS dans les États membres.
- **Veiller à ce que l'Union européenne assure à toutes les femmes et minorité-e-s de genre, y compris celles qui sont le plus éloignées des soins, l'accès à des services de santé sexuels et reproductifs, ainsi qu'à des avortements sûrs et légaux.**
- **Mettre en place des dispositifs afin de s'assurer que le refus de certain.e.s médecins à l'IVG n'entrave pas le droit des femmes à avorter.**
- **Développer une étude exhaustive sur les parcours effectués par les femmes en Europe pour accéder à l'IVG** au sein de l'Union européenne.
- **Encourager la mise en place de mesures phares** pour l'accès à des droits et services d'avortement sûrs et légaux, la santé et les droits sexuels et reproductifs dans la prochaine stratégie de la Commission européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes en 2025.
- **Porter une politique de médicament où la pilule abortive fait partie des médicaments essentiels** et qui est relocalisée quant à sa production.

POUR UNE EUROPE QUI DÉFEND SES VALEURS FONDAMENTALES ET QUI SE DRESSE CONTRE LES MENACES PESANT SUR ELLE

L'Europe fait face à une montée en puissance des mouvements autoritaires, des mouvements religieux ou anti-choix avec des valeurs conservatrices, misogynes, contradictoires à celles portées par l'UE. Face aux politiques migratoires toujours plus restrictives et dans ce contexte fragilisé avec la guerre en Ukraine à ses frontières ou encore des crises sanitaires ou climatiques, l'accueil des réfugiés, la protection des femmes en temps de guerre, également victimes de viol doit requérir une attention toute particulière.

L'Union européenne doit défendre ses valeurs fondées sur la démocratie, la solidarité, l'Etat de droit, l'accès à une justice indépendante, le respect des droits humains et des droits des personnes LGBTQIA+ et l'égalité quels que soient leur genre, leur sexualité ou leur situation économique, sociale et administrative.



NOUS EXIGEONS QUE LES PARTIS POLITIQUES S'ENGAGENT DANS LEUR PROGRAMME POLITIQUE À :

- **Condamner fermement toutes attaques contre les valeurs de l'UE**, y compris contre les droits reproductifs et sexuels, les droits des femmes et des minorité-e-s de genre et l'autonomie corporelle.
- **Développer un système de surveillance efficace afin d'empêcher tout financement de la part de l'Union Européenne à destination d'actions favorisant les mouvements anti-choix.** Cela passe par la mise en place de réglementations qui obligent ces groupes à divulguer leurs sources de financement, leurs dépenses et leurs activités de lobbying et déterminer les sources de l'ingérence des pays étrangers dans les affaires européennes.
- **Renforcer et pérenniser de nouveaux financements à destination des organisations de la société civile féministe** et les défenseuses des droits humains, sur le même modèle du FSOF (Fonds de soutien aux organisations féministes) mis en place par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.
- **Réaffirmer la liberté de circulation ainsi que les valeurs de solidarité de l'UE dans la protection des droits des personnes migrantes** ainsi que dans leur accès à la santé et plus spécifiquement aux droits et santé sexuels et reproductifs.

RETROUVEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



leplanning
familial